



INTERVIEW
Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale:
«L'Afev a un rôle décisif à jouer» p. 4



REPORTAGE
L'Afev en campagne aux Eurockéennes pour le respect du numerus clausus en prison p. 8



INTERVIEW
Mike, guitariste du groupe Dionysos:
«Être utiles à notre petit niveau» p. 2



ET TOUJOURS...
Les chroniques, les projets, les engagements, les bouquins p. 6-7



Partager, accompagner, éduquer... Avec l'Afev, plus de 5000 étudiants volontaires s'engagent chaque année auprès d'élèves de quartiers en difficulté, partout en France.

Christophe Loiseau

DOSSIER

Éducation : l'affaire de tous

Un enjeu démocratique

par Bernard Bier,
chargé d'études et de formation à l'INJEP

Éduquer, c'est l'affaire de tous! Cette affirmation semble aller de soi : les lieux, instances ou acteurs éducatifs sont nombreux, chacun en a fait et en fait l'expérience dès sa prime enfance dans les espaces scolaires ou universitaires *ad hoc* où il est confronté à des savoirs scolaires (éducation formelle), dans des lieux divers tels les centres de loisirs, clubs sportifs, associations... espaces souvent assimilés à l'éducation populaire (éducation non formelle), ou dans son expérience quotidienne, à travers les différentes situations personnelles, professionnelles, associatives... où il construit autant qu'il se construit (éducation informelle). Et pourtant!

Nous avons hérité (en France) d'une conception qui très majoritairement nous conduit à limiter l'éducation à la scolarisation, à la formation initiale et à la transmission générationnelle, au rebours d'autres pays et des textes européens qui parlent aujourd'hui couramment d'«éducation et formation tout au long de la vie», pour qui l'éducation n'est pas synonyme d'État mais tout autant de local, de vie associative, d'expérience de vie... Néanmoins on peut observer quelques évolutions appréciables : le développement des politiques éducatives locales, la validation des acquis de l'expérience...

(suite page 3)



ÉDITO

Au-delà des manifs, l'université avance

L'Association de la fondation étudiante pour la ville (Afev), association d'éducation populaire créée en 1991, lutte contre les inégalités et agit dans les quartiers en mobilisant des étudiants bénévoles. Accompagnement à la scolarité, insertion sociale et professionnelle, promotion de la santé : l'Afev en 2006, ce sont 5000 volontaires, accompagnant 8000 enfants, adolescents et jeunes en difficulté dans toute la France, en partenariat avec des collectivités territoriales, des équipes pédagogiques, des universités, des associations de quartier... Aujourd'hui, la recherche de nouveaux espaces d'engagement et de nouveaux programmes ou la reconnaissance du bénévolat par les universités sont autant d'éléments de promotion, de reconnaissance et de généralisation du volontariat étudiant de solidarité.



Le printemps dernier, nous avons vu nos universités faire la une de l'actualité. Comme souvent, c'est à l'occasion de faits regrettables, saccages de la Sorbonne et de quelques autres facs, heurts dans les manifestations, que l'on nous parle d'une composante essentielle de notre société : l'université française. Essentielle pour préparer le futur, mais si un consensus se dégage pour affirmer que notre avenir réside dans l'affirmation d'une société de la connaissance, les faits tardent à le démontrer : l'engagement des pays de l'Union européenne à la conférence de Lisbonne visant à faire accéder 50% d'une classe d'âge à un

niveau post-bac ne seront vraisemblablement pas tenus.

Essentielle, l'université l'est aussi pour aujourd'hui. Comment vouloir faire évoluer notre société sans un outil de formation, de recherche, de qualification performant? Comment construire une société plus juste, plus humaine sans un système de diffusion des connaissances le plus équitable possible?

Et pourtant, il y a des choses à voir à l'université au-delà des manifestations. Les formations ont évolué, de nouveaux diplômes ont vu le jour, des filières préprofessionnelles ont été intégrées, la massification des effectifs de ces vingt dernières années a conduit à un début de démocratisation...

Certes, tout ceci reste insuffisant, mais parce que l'université fait partie intégrante de notre société, elle ne peut régler seule les défis qui lui sont posés.

La question de l'échec massif en première année ne peut par exemple être imputable au seul fonctionnement des établissements. Seule une remise à plat d'une politique d'orientation des élèves peut permettre d'éviter ce phénomène trop connu de l'échec de la première année.

L'université française, parfois décrite comme une institution en retard sur les enjeux sociaux, peut être fière d'avancées significatives. Tout d'abord, la vitesse à laquelle elle a répondu à la nécessaire har-

monisation européenne des diplômes, toutes les universités aujourd'hui finalisant leurs réformes. Ensuite, les universités ont répondu présent aux projets de démocratisation de l'enseignement supérieur et organisent divers dispositifs de tutorat et d'accueil en direction des élèves les plus fragiles. Dans ce cadre, un quart des universités mettent en place une reconnaissance universitaire de l'engagement citoyen de leurs étudiants. Belle initiative qui démontre que nos universités sont à l'écoute de notre société et reconnaissent le lien social à sa juste valeur. L'éducation est l'affaire de tous. À l'université aussi.

Nicolas Delesque,
secrétaire général de l'Afev

Dionysos : « Être utiles à notre petit niveau »



Interview avec Mike, guitariste des Dionysos, groupe de rock mystique – voire mythique –, réalisée au Zénith de Toulouse lors des Journées Mondiales des Jeunes Solidaires (JMJS) le 13 avril dernier.

Dionysos, qui êtes-vous?

On est cinq ou six sur scène, on vient de Valence, on existe depuis treize ans et nous avons toujours joué ensemble pour une grande partie du groupe. On a commencé en indépendant au début, on a fait notre petit parcours en enregistrant nous-mêmes nos disques, ensuite trois ans avec Sony et maintenant chez Universal car notre label a été racheté, mais on prend toutes les décisions artistiques.

Pourquoi participez-vous aux JMJS?

Parce qu'on nous l'a demandé tout simplement. On est d'accord avec ce que l'Afev défend, on nous a prévenus suffisamment à l'avance pour pouvoir le faire, s'organiser. Parce que c'est important d'apporter sa petite participation au soutien de causes comme celle-là. On l'a fait

aussi la semaine dernière à Paris pour les sans-papiers par exemple. Nous n'avons jamais vraiment politisé nos textes, cela ne veut pas dire que nous n'avons pas de vraies opinions politiques, nous sommes de vrais citoyens. Il y a très peu de groupes qui revendiquent des choses et qui le font avec classe dans leurs chansons comme Zebda, Noir Désir, Mickey 3D, sans tomber ensuite dans le consensuel plutôt facile. On participe aux JMJS pour dire qu'on vous soutient, qu'on est avec vous.

Participez-vous à de nombreux événements?

On ne peut pas répondre à toutes les demandes, mais pour cette manifestation, par exemple, la demande s'est faite suffisamment à l'avance. Si on en fait de plus en plus, c'est

bien : cela veut dire aussi qu'il y en a de plus en plus qui le font.

Au sein du groupe, vous arrivez à vous mettre d'accord pour soutenir telle association, tel mouvement?

Oui, on en discute, on regarde notre planning, il faut que tout le monde soit d'accord...

Les JMJS, vous en pensez quoi?

C'est une très bonne chose, c'est hyper important, c'est pour moi le vrai truc d'avoir ce contre-pouvoir. À l'heure actuelle, on nous impose de plus en plus les choses, en plus avec ce qui s'est passé dans la rue avec le CPE, ça montre que cela peut porter ses fruits, il faut continuer à y croire, bouger les choses.

Penses-tu que Dionysos a un rôle à jouer?

Oui, humblement, en faisant un concert comme ce soir, nous allons faire venir des gens qui ne vont pas forcément venir pour la cause mais qui vont venir voir un concert, nous pouvons les faire réfléchir, avancer, les sensibiliser à la cause. Nous avons l'impression d'être utiles à notre petit niveau. Nous ne pouvons pas défendre aussi bien que l'Afev l'engagement contre les inégalités, mais on essaie d'apporter notre contribution et notre participation en faisant le concert.

Être mobile pour renouer le fil

Le campus toulousain du Mirail, les 29, 30 et 31 août, a été le théâtre de la deuxième Université européenne de l'engagement (U2E) organisée par l'Afev.

Les travaux du cru 2006 de l'U2E ont porté sur la notion de mobilité; elle fut l'occasion de réunir les salariés et bénévoles de l'Afev et d'autres associations européennes, des responsables associatifs et éducatifs, des élus et des chercheurs, en situant les regards et champs d'expérience à un niveau européen.

Mardi 29 : s'intégrer pour rencontrer les autres

Le matin, lors du premier café-débat, Olivier Brachet, directeur de Forum Réfugiés, et Jean-Claude Guiraud, vice-président du CCPS (Comité de coordination pour la promotion et en solidarité des communautés en difficulté, migrants et tsiganes), ont été invités à s'exprimer sur les flux migratoires et leur régulation. Ensemble, ils ont tenu à mettre en garde les participants sur les nombreuses idées reçues, et véhiculées, à propos des mouvements de populations.

Parallèlement se tenait un deuxième café-débat avec Vincent Tiberj, chercheur au Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française), qui a provoqué le débat et donné matière à réflexion en revenant sur la discrimination positive. Il s'est demandé ce que signifiait «être français», en stigmatisant



Débats studieux et passionnés sur les pelouses de l'Université de Toulouse II.

une société incapable de se penser comme multiculturelle et plurielle. «Égalité-équité, faut-il traiter les gens de manière égale ou équitable?», s'est interrogé le chercheur.

Les ateliers de l'après-midi ont porté sur le rapport masculin-féminin, l'égalité des chances et les gens du voyage, ainsi que sur une expérience d'ateliers de découverte «Ethnokids» mettant en scène des enfants nouvellement arrivés en France et des enseignants à travers la démarche de l'ethnologue.

Mercredi 30 : trouver ou retrouver sa place dans la société

Premier café-débat : doit-on penser la politique carcérale? L'in-

terrogation est pertinente, car il s'avère paradoxal qu'une personne qui sorte de prison ait plus de chance d'y retourner que si elle n'y avait pas séjourné. Clémence Patureau, la présidente du Genepi, et Bernard Bolze, animateur de la campagne «Trop c'est Trop» (pour le numerus clausus dans les prisons), en ont appelé à privilégier les peines non carcérales lorsqu'elles étaient envisageables, à travailler en amont et en aval de l'incarcération, en direction des populations les plus exposées. Et à faire pression sur les autorités pour qu'elles s'accordent à ne pas envoyer plus d'une personne par place en pri-

son, ce qui n'est pas le cas actuellement. Lors du deuxième café-débat, Claude Azéma, membre du Conseil économique et social, est venue parler de l'insertion des jeunes diplômés en compagnie de Thierry Soret, délégué général de l'association Confrontations Europe. Selon elle, «les difficultés d'insertion des jeunes sont vécues comme une souffrance. Ils se sentent submergés par le contexte économique changeant. Ils ne maîtrisent pas non plus ce que les entreprises attendent». Elle a ensuite évoqué «le manque d'information dans le système d'orientation», la faible présence du monde économique dans l'enseignement, et a plaidé en faveur d'une plus grande professionnalisation de toutes les filières.

Après la projection du *Plafond de verre*, un film de Yasmina Benguigui, les réflexions se sont achevées par une réception à la mairie de Toulouse en compagnie du maire, Jean-Luc Moudenc.

Jeudi 31 : quelle(s) violence(s) urbaine(s) pour quel(s) message(s)?

Olivier Bertrand, journaliste à *Libération*, a été invité à présenter son métier et le rôle des médias dans la crise urbaine qui a traversé le pays au mois de novembre 2005. Un autre café-débat, en compagnie du sociologue Pierre Billion, a permis de se pencher sur la place des jeunes dans ces événements, ou sur le lien entre ces violences et le quotidien dans les zones sensibles. L'occasion notamment de revenir sur les stigmatisations et les sous-entendus inhérents aux expressions de «jeunes des quartiers» ou «issus de l'immigration». Différents ateliers auront aussi permis de faire le point sur la citoyenneté européenne ou sur la solidarité Nord-Sud.

Dans une université du Mirail dont les murs portent encore les stigmates des manifestations contre le CPE, les réflexions furent riches en enseignements et en échanges. Les débats se sont clos sur l'intervention de Stéphane Beaud, sociologue de terrain ayant longuement travaillé sur les jeunes des cités, qui est revenu sur la représentativité de certaines catégories de population à qui la parole est souvent confisquée dans les médias.

Mathias Bocabeille

DOSSIER

Éducation : l'affaire de tous

(suite de la page 1)

Éduquer/s'éduquer, c'est entrer en contact avec le monde, avec les autres, sortir de la finitude, s'altérer, grandir, tisser du lien. On ne peut s'éduquer seul, mais il n'y a pas d'éducation sans implication, mobilisation, participation du sujet qui entre en apprentissage. On n'éduque pas par décret. Donc penser les apprentissages, c'est aussi penser (et travailler) la question du désir du sujet comme celle de ses résistances. Le rapport au savoir, comme le rappelait Bernard Charlot¹, est rapport aux autres, au monde, à soi. Nous déclinerons cependant, contrairement à lui, ce terme au pluriel, tant les savoirs sont multiples (savoirs scientifiques, « profanes », d'action, d'expérience, « mineurs », etc.) et qu'il apparaît clairement aujourd'hui



de ceux qui en sont porteurs. Il ne s'agit aucunement par là de rentrer dans une sorte de relativisme (tous les savoirs se vaudraient!) : penser la reconnaissance de ces savoirs, c'est affirmer leur légitimité à être mis en débat dans l'espace public. Quant aux mutations accélérées de notre société, elles appellent à revisiter en permanence savoirs et compétences, donc d'être dans une logique d'éducation « permanente ». La « société du savoir » dans laquelle nous sommes entrés conduit chacun à être à la fois potentiellement éduquant et éduqué. Sachant qu'on s'éduque en édu-

quant – les bénévoles de l'Afev le savent bien! D'où l'intérêt aussi des formes de tutorat, de transmission de jeune à jeune.

Affirmer le primat de l'éducatif

Affirmer le primat de l'éducatif, c'est s'opposer aux sirènes qui ne conçoivent la société que comme une juxtaposition d'individus « pacifiés » dans leurs comportements et leur esprit. C'est penser la société comme une construction d'« individus » et de collectifs acteurs de leurs apprentissages et du pacte social, s'appropriant et réinventant le patrimoine, engagés dans des interactions, des échanges, des débats. Dans cet objectif, penser l'éducation comme l'affaire de tous, une « éducation partagée », c'est reconnaître à chaque acteur

toute sa place et sa responsabilité dans la (co)construction de la société. Sous quelques conditions : il ne saurait s'agir de confusion des rôles et des compétences, ni, sous couvert de cohérence, d'uniformisation des pratiques et des systèmes normatifs propres à chaque espace, encore moins d'invalidation des acteurs qui ne sont pas des « techniciens » (les parents par exemple).

Le local, territoire de projet, semble l'espace ad hoc pour créer cette dynamique éducative, où parents, professionnels de l'éducation (enseignants, éducateurs, animateurs) et bénévoles, collectivités et entreprises, architectes et urbanistes, sans oublier les enfants et les jeunes eux-mêmes, peuvent contribuer à la mise en œuvre d'une « cité apprenante ». Car une « éducation partagée » n'a de sens que si

le jeune et l'enfant sont pensés comme acteurs légitimes de l'éducation, comme ressources.

Il s'agit bien d'entrer dans une logique coopérative, où tous les acteurs sur un territoire, au service de l'enfant et du jeune – et au-delà de l'ensemble de la population – (et avec eux) créent du développement éducatif territorial. L'accompagnement éducatif conduit par les étudiants de l'Afev est exemplaire de ces dynamiques solidaires. On voit bien ici la dimension et l'enjeu politiques de la démarche : l'« invention démocratique » comme processus inachevé, permanent.

Bernard Bier est chargé d'études et de formation à l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

¹ *Le Rapport au savoir en milieu populaire*, B. Charlot, Anthropos, 1999.

REPORTAGE

Pour qu'un enfant grandisse, il faut tout un village

À Rennes, un projet innovant d'éducation partagée implique des étudiants, des enfants, leurs familles et l'équipe de l'établissement. Quinze enfants ont ainsi été accompagnés individuellement par l'Afev l'an passé.

Au sud-ouest de l'agglomération rennaise, dans le quartier Bréguigny, il est un principal « très attaché à l'idée d'accompagnement à la scolarité ». L'année dernière au collège des Chalais, M. Babut a mis en place, en partenariat avec l'Afev, un suivi individuel porté par des étudiants bénévoles à destination de ses élèves. « *Un pas de plus vers l'autonomie* », s'enthousiasme-t-il, « *très satisfait* » de l'opération qui menée. « *Cela a permis aussi de développer dans le quartier le travail d'accompagnement à la scolarité* », avec la participation des centres sociaux, des associations de quartier et de la MJC.

Amy, 20 ans, a ainsi accompagné Marwin en classe de 5^e. Vivant seul avec sa mère et sa sœur, il n'avait pour exemple que celui de son grand frère, qui avait rapidement quitté l'école. La réussite jusqu'au bac et la poursuite vers des études supérieures n'avaient ainsi à ses yeux qu'un sens lointain. Dès le mois d'octobre, Amy a pu progressivement le faire changer d'avis et lui montrer que la réussite scolaire pouvait s'immiscer dans son parcours. Chaque mercredi,



Des étudiants bénévoles tournés sur l'ouverture vers le quartier, la ville.

Amy, Marwin et sa mère se retrouvent pour un déjeuner au domicile familial. Ensemble, ils parlent des cours et de la vie à l'école. S'ensuit un intense échange entre l'étudiante et l'adolescent, où l'accent est mis sur les principales difficultés en cours : l'anglais et l'orthographe, dans le cas précis de Marwin. Outre le fait qu'elle dispose désormais d'« une famille sur Rennes », Amy en retire l'immense « plaisir de pouvoir aider ». Elle avoue que la mère de Marwin « compte beaucoup sur lui » maintenant. Même si cet accompagnement a pris fin avec les va-

cances estivales, ils restent régulièrement en contact. Ce n'est qu'un exemple et, de fait, chaque accompagnement riche et unique en enseignements mériterait que l'on s'y attarde. Pour M. Babut, « *L'Éducation nationale n'a pas les moyens de mettre en place cet accompagnement individualisé, et notamment d'entrer en contact avec les familles* ». Or, le travail des étudiants bénévoles s'effectue en étroite concertation avec l'environnement parental et le corps professoral, et dépasse largement la sphère de l'aide aux devoirs. Cet accompagnement a pour

principale vertu d'impliquer un peu plus les élèves suivis dans la vie de leur établissement et de favoriser le « vivre-ensemble ».

Ce que confirme l'ancien principal du collège des Chalais : « *J'ai apprécié que les étudiants n'aient pas été simplement tournés vers la chose scolaire et l'apprentissage des leçons, mais plutôt sur l'ouverture vers le quartier, la ville... Les étudiants ne sont pas dans le système éducatif ; ils ont donc un regard extérieur.* »

« *Il faut tout un village pour éduquer un enfant* », dit un proverbe africain. « *L'éducation ne peut être le fait d'une personne ou d'une institution, mais bien d'un ensemble social délimité dans le territoire de vie de celui à qui s'adresse cette éducation* », confirme Maurice Corond, de l'IUFM de Lyon.

M. Babut le rejoint : « *Aujourd'hui, il n'y a pas d'éducation possi-*

ble sans travail avec les partenaires. L'Afev est un partenaire efficace et intéressant, qui prend en charge un aspect éducatif important, celui de l'ouverture, qui permet de faire évoluer le regard et l'état d'esprit des enfants. »

Permettre aux parents de s'impliquer

Parmi ces partenaires, les parents ont un rôle immense à jouer. « *Je reste très attaché au travail individualisé et ce qui est effectué avec les familles, poursuit l'ancien principal. Car les parents doivent absolument mieux comprendre la façon dont fonctionne le système éducatif. Il y a un travail de formation à effectuer auprès des parents, quel que soit leur milieu. Il faut aussi leur permettre de s'impliquer dans l'éducation de leurs enfants ; il s'agit bien de co-éducation.* » À l'heure où sonne la rentrée, M. Babut n'éprouve « qu'un seul regret : celui de ne pas pouvoir continuer cette opération dans [son] nouvel établissement ».

Mathias Bocabeille



INTERVIEW

« Plan 100 000 : l'Afev a un rôle décisif à jouer »

Gilles de Robien, ministre de l'Éducation nationale



Ministère de l'Éducation nationale

Pour relancer l'éducation prioritaire, vous vous appuyez sur d'autres acteurs que ceux de l'Éducation nationale : outre le renforcement de la place des parents, vous avez choisi d'investir 100 000 étudiants auprès de 100 000 enfants. Qu'attendez-vous de cet accompagnement?

100 000 pour 100 000 est en effet l'une des actions de relance de l'éducation prioritaire. La mobilisation d'étudiants tuteurs vise en effet en priorité les élèves des établissements de l'éducation prioritaire. Les élèves d'origine modeste doivent, plus que les autres, être accompagnés dans la construction d'une ambition. En s'inspirant des expériences de tutorat déjà nombreuses, j'ai souhaité mobiliser 100 000 étudiants au service de 100 000 élèves. Il s'agit, en lien avec les équipes éducatives et le réseau associatif, de proposer à des étudiants volontaires d'accompagner des élèves qui ont un potentiel, mais qui, pour des raisons diverses, ne donnent pas le meilleur d'eux-mêmes à l'école.

Des étudiants tuteurs en première année d'école ou en deuxième ou troisième année de licence accompagneront un ou plusieurs élèves tout au long de leur année scolaire, pour les sortir de leur quartier, les aider à bâtir leur projet

d'avenir en fonction de leurs goûts, de leurs points forts, leur apporter un soutien méthodologique, leur faire découvrir le monde de l'enseignement supérieur en leur proposant des rencontres avec des étudiants et des enseignants de l'enseignement supérieur.

Conduire les jeunes vers une orientation positive est un objectif affiché, cette expérience participe-t-elle d'une refonte du système national d'orientation?

Globalement, l'engagement social des étudiants dans des actions solidaires pendant leur parcours de formation n'est pas assez développé en France, sans doute en partie parce qu'il n'est ni reconnu, ni valorisé comme partie intégrante de leur formation. Quand on voit que pour des étudiants de certaines grandes écoles, c'est un passage obligé, on se dit que le tutorat d'élèves par des étudiants est non seulement utile aux élèves qui sont accompagnés, mais aussi très formateur pour les étudiants qui s'y engagent. La philosophie de l'opération 100 000 pour 100 000 est bien d'aider des élèves à construire une ambition et donc, en effet, à envisager leur propre orientation de manière positive. Pierre Lunel, le nouveau délégué interministériel à l'orientation, travaille à la mise en place d'un schéma national de l'orientation. Le sujet de l'orientation est évidemment complexe et engage des acteurs extrêmement nombreux et divers. Mais c'est vrai, le tutorat, à la fois d'élèves par des étudiants et d'étudiants par d'autres étudiants plus avancés, me paraît une bonne pratique généralisable dans le cadre d'un système qui, en tout cas, devra laisser plus de place à une orientation réfléchie, accompagnée, choisie!

La rentrée universitaire est bien avancée, comment se passe concrètement la mise en œuvre de ce plan 100 000? Et quelle place voyez-vous pour l'Afev dans ce dispositif?

L'opération 100 000 pour 100 000 est lancée. Dans chaque académie, les recteurs pilotent cette mise en synergie des bonnes volontés de l'enseignement scolaire et de l'enseignement supérieur. Nous sommes au stade de la mise en place du dispositif. Avec François Goulard, ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche, nous lancerons une grande campagne de communication dans le courant du mois d'octobre pour mobiliser les étudiants volontaires. Mais d'ores et déjà de nombreux projets, très prometteurs, ont été montés. Nous avons évidemment besoin de la mobilisation pleine et entière d'associations comme l'Afev, qui ont une vraie compétence, une vraie expérience en matière de tutorat. L'Afev, avec toutes les autres associations mobilisées dans l'opération 100 000 pour 100 000, a un rôle décisif à jouer. Les étudiants volontaires doivent être recrutés, formés et accompagnés dans leur démarche. Le réseau associatif est donc une interface indispensable entre établissements scolaires et établissements d'enseignement supérieur. C'est pourquoi j'ai demandé, dès le printemps dernier, à ce qu'il soit pleinement associé à la démarche. Je dois dire que j'ai trouvé chez les associations, dès la conception du dispositif, un enthousiasme et une mobilisation très encourageants. L'Éducation nationale a l'habitude de travailler avec les associations, c'est une bonne habitude qui doit être la plus étendue possible. Nous partageons un même objectif : la réussite des jeunes.



REPORTAGE

Londres est volontaire!

Au Royaume-Uni, une commission parlementaire propose d'impliquer un million de jeunes dans des actions de bénévolat d'ici 2010.

Encourager les jeunes pour qui toutes les portes se sont fermées. C'est l'objectif de l'association Community Service Volunteers (CSV)¹ qui, avec ses 110 000 bénévoles à travers le Royaume-Uni, est de longue date une référence en matière d'accompagnement à la scolarité dans son pays. Le projet 'I, ME', que l'organisation a lancé l'an dernier dans le quartier londonien d'Islington, va beaucoup plus loin que le travail classique avec les élèves en difficulté : il s'agit de cibler les jeunes de 13 à 17 ans en rupture avec la société, la plupart déscolarisés, et dont certains ont déjà eu affaire avec les tribunaux. « Notre objectif est d'encourager le jeune dans ses démarches pour reprendre les études ou pour trouver un travail, de l'aider à surmonter ses blocages et à identifier ses capacités, toujours dans une approche positive : le bénévole devient une sorte de tuteur pour le développement personnel du jeune », résume David Hopper, chargé du suivi du projet au sein du CSV. « Un travail

ambitieux et très complexe, reconnaît-il, qui ne peut se faire qu'en liaison étroite avec toutes les personnes qui suivent le jeune. » L'intérêt du projet 'I, ME' est qu'il se fait en collaboration avec les services sociaux voire judiciaires, les organisations éducatives publiques, les offices de placement des chômeurs, la ville de Londres... Une structure spécialisée, baptisée « Connexions », fait le lien entre tous les acteurs. La collaboration du CSV avec les autorités locales et les services d'État ne constitue pas véritablement une première. « C'est vrai que le projet 'I, ME' est un exemple de ce qui se fait de mieux. Cela peut être un modèle pour l'avenir », estime David Hopper. Pour l'association, l'avantage est de pouvoir toucher les publics qui en ont le plus besoin, avec le soutien de nombreuses administrations. Ces dernières ont de leur côté intérêt à impliquer des bénévoles auprès de certains publics qu'elles ont de plus en plus de mal à toucher, à commencer par les minorités eth-

niques. Les travaillistes au pouvoir à Londres ont d'ailleurs fait du renforcement du volontariat des jeunes l'une des priorités pour le futur : une commission parlementaire² a proposé l'an dernier d'impliquer dans le bénévolat un million de moins de 25 ans supplémentaires d'ici à 2010. Les jeunes sont les mieux placés pour répondre « aux besoins de la collectivité » et doivent être placés « au cœur des actions de volontariat », estime le député responsable de cette commission, Ian Russell. Un réseau national doit être créé, qui regroupera les pouvoirs publics, mais aussi des sponsors privés, autour des associations de bénévoles.

Paul Falzon-Monferran

¹ Pour plus d'informations : www.csv.org.uk

² Ses travaux sont disponibles à l'adresse : www.russellcommission.org



INTERVIEW

Florence Castera
responsable du département culture, enfance, environnement de la Fondation de France

Quelle responsabilité pour les entreprises dans le champ de l'éducation?

Donner aux élèves accès à une culture et un socle de connaissances communs, leur faire découvrir le monde du travail : c'est de l'éducation à la citoyenneté. L'école a pour mission de former et de sélectionner des jeunes pour des emplois qui permettront à chacun d'occuper une place dans la société : l'entreprise peut jouer à ses côtés un rôle essentiel, en participant à une réflexion sur les programmes de formation, et comme centres de ressources partenaires pour fournir des stages par exemple.

Quels projets menez-vous, à la Fondation de France, en ce sens?

La Fondation de France a financé 125 écoles primaires sur des actions de coopération entre parents et enseignants. Elle soutient des initiatives menées par des acteurs du monde scolaire, en collaboration avec des acteurs associatifs privés¹, qui montent des actions culturelles, sportives, de prévention de la violence ou d'éducation à la citoyenneté.

Enfin, à travers une quarantaine de fondations, des jeunes en majorité étudiants, sélectionnés sur des critères croisés d'excellence et de situation sociale, sont aidés financièrement. Certains peuvent être accompagnés via des tutorats, ou des propositions de stages.

¹ La Fondation de France soutient notamment la démarche d'évaluation des actions de l'Afev.

REPÈRES

Éducation formelle : donnée et reçue dans des cadres fixes, publics ou privés, comme l'école, le système scolaire, les universités...

Éducation non formelle : donnée dans des institutions ou systèmes non scolaires ayant cependant l'objectif explicite d'une fonction d'éducation : famille, éducation populaire, musées...

Éducation informelle : donnée dans

des cadres ou activités n'ayant pas de finalité éducative particulière explicite : médias, entreprises, pairs, rue...

Éducation partagée : concertation des différents acteurs de l'éducation pour tenter de réfléchir ensemble à l'éducation des enfants et adolescents dans une cohérence des modes d'approche, chacun selon ses modes d'intervention.

Réussite éducative : dans le cadre du plan de cohésion sociale (2005), ce dispositif vise à accompagner dès la petite enfance des enfants et des adolescents présentant des signes de fragilité et des retards scolaires. Le suivi est individualisé et prend en compte la globalité de leur environnement.

Projet éducatif local (PEL) : projet émanant des acteurs locaux (élus,

coordinateurs, partenaires associatifs et institutionnels) visant à construire un système d'action publique s'appuyant sur le territoire, et permettant à tous les partenaires éducatifs de formuler des objectifs communs, de s'approprier une culture et un langage communs.



REPORTAGE

Sciences et techniques de la solidarité

Faire découvrir la science aux enfants, une fin en soi ? Pas pour les Petits Débrouillards : ces experts en la matière y voient aussi un formidable outil d'ouverture à la citoyenneté



Pour la quatrième année consécutive, la «caravane des sciences» franco-allemande s'est remise en route en ce début d'année scolaire. Mis en place par l'association Les Petits Débrouillards et leurs homologues d'outre-rhin grâce à des partenariats nationaux et régionaux,

un vieux bus appelé «la science autrement» traverse plusieurs villes françaises, belges et allemandes. À son bord, huit animateurs, français et allemands, proposent aux enfants des expériences scientifiques ludiques et éducatives. La caravane a fait halte dimanche 17 septembre

à Evry. Dans le cadre des Journées du patrimoine, de nombreuses animations avaient envahi les rives de la Seine. Autour du bus, les enfants se sont vus proposer des expériences autour de la valorisation des déchets, de l'initiation au tri sélectif ou encore de la fermentation. «Sensibiliser à la protection de l'environnement», voilà le mot d'ordre de l'après-midi.

Les animateurs ont également mis en place des jeux linguistiques autour du français et de l'allemand. En effet, cette caravane a également comme but de sensibiliser les enfants – et, par leur biais, les parents – aux langues et à la citoyenneté européenne.

«L'opération a très bien fonctionné. On a eu beaucoup de monde», se félicite Cécile Langlois, responsable de l'antenne sud des Petits Débrouillards d'Île-de-France. La

«caravane des sciences» a le même objectif que les associations qui l'organisent : rendre la science plus accessible et amusante afin de faire de l'enfant un relais d'information et de lui donner ainsi une position valorisante au sein de sa famille. «Les ateliers proposés sont très faciles à reproduire à la maison puisqu'ils sont réalisés à partir du matériel de tous les jours», explique Cécile. «Les parents autour du stand expliquent des choses à leurs enfants, mais l'inverse est également vrai», complète un animateur.

Vulgariser la culture scientifique et technique afin de cultiver chez l'enfant la curiosité, le besoin de comprendre : c'est ce que les Petits Débrouillards, à travers des actions comme celle-ci, ont en tête. Présente dans dix-neuf régions en métropole et dans les Dom-Tom, l'association qui a fêté ses vingt ans

cette année se positionne ainsi en acteur du lien social et culturel, en s'appuyant sur la culture scientifique et technique comme support pédagogique moteur. Derrière les expériences proposées, c'est une ouverture à la citoyenneté et à la solidarité qui est prônée. «L'échange et le partage sont des valeurs très importantes dans notre approche. Nous n'agissons jamais de manière unidirectionnelle : nous apprenons des techniques aux enfants mais ils ont aussi comme mission de monter des projets. Une fois par an, ils se réunissent [à la Cité des sciences depuis trois ans] et les présentent devant d'autres enfants et des visiteurs.»

Charlotte Alix

Association française des Petits Débrouillards : La Halle aux Cuir, 75930 Paris cedex 19. Tél. : 01 40 05 75 57. Site : www.lespetitsdebrouillards.org



INTERVIEW

«Les jeunes adultes ont un rôle éducatif essentiel»

Claude Azéma, membre du Conseil économique et social

Un jeune peut-il éduquer un autre jeune ?

Bien évidemment et ce n'est pas nouveau ! Dans les villages jadis, l'éducation était une démarche collective. Chacun, dans la communauté des adultes, veillait sur les enfants. On déléguaux aînés la surveillance des plus jeunes. En outre, la période de l'adolescence correspondait à une entrée précoce dans le monde du travail et donc à un encadrement par les adultes. L'école de Jules Ferry s'est construite contre les patrons et les parents qui arrachaient les enfants aux études. Progressivement, le système de veille collective s'est effondré, la responsabilité en a été transférée à l'État chargé de construire le citoyen. L'éducation populaire a été étouffée peu à peu. Aujourd'hui, on reconstruit le concept de co-éducation avec tous les acteurs de proximité dans l'espace collectif. Dans cette tâche, le rôle des jeunes aînés reste essentiel car ils bénéficient de l'autorité que confère l'âge sans être stéréotypés comme «adultes», et ils évitent ainsi le piège de la rupture générationnelle. Ils sont perçus par les plus jeu-

nes comme participant de leurs propres soucis et espoirs, donc solidaires et bienveillants tout en ayant une expérience «adulte» qui est pensée comme exemplaire parce que plus immédiatement accessible. Ce sont de bons médiateurs naturels.

Existe-t-il des expériences de transmission des savoirs entre pairs dans l'éducation nationale ?

Institutionnalisées, non, sauf dans les grandes écoles, les établissements expérimentaux et avec certains pédagogues utilisant la pédagogie Freinet. Oui, si l'on se réfère au passé, à «l'enseignement mutuel» (système de classe hétérogène répartie en groupes de niveaux/matières) avec la pratique des «élèves moniteurs» (ceux qui, dans la classe terminale, avaient assimilé le savoir du maître et le transmettaient aux autres). Ce système prévalait mais a été supplanté en 1834 par celui des frères des écoles chrétiennes. Toutefois, aujourd'hui, dans la pratique, il est courant qu'un élève explique à un autre ce qu'il faut faire et se fasse mieux comprendre que le professeur car, entre pairs, ils peuvent utiliser le même langage.



INTERVIEW

Déclencher la réussite éducative



Paul Monnoyer est chef de projet éducatif local et réussite éducative (agglomération de Brest)

Le 9^e congrès des villes éducatrices vient de se tenir à Lyon. Qu'en avez-vous retenu ?

La confrontation des expériences avec des structures et des cultures différentes, et particulièrement ce qui se fait sur le continent sud-américain. Les échelles ne sont pas du tout les mêmes ! Du coup, cela relativise beaucoup les actions que nous menons : voyez par exemple São Paulo, doit s'occuper de 2,5 millions d'enfants ; à Brest, ils sont 24 000... En outre, les

populations n'ont pas le même confort, ni ne connaissent les mêmes situations économiques : l'effort et la mobilisation sont plus importants là où les gens n'ont rien, plutôt qu'ici, où ils ont «tout».

Parlez-nous du programme de réussite éducative engagé à Brest...

Nous avons un contrat de ville, avec un partenariat qui fonctionne bien, et un plan éducatif local (PEL) qui repose sur ce même partenariat. Quand le programme de réussite éducative (PRE) est arrivé, il nous a semblé naturel de s'y engager. Car le PEL nous permet de développer une action sur tout le territoire de la ville de Brest, mais il apporte surtout des réponses collectives. Alors que le PRE, axé sur les quartiers

prioritaires, est un outil complémentaire pour aller vers des réponses individuelles pour les enfants et leurs familles. Nous avons la chance d'avoir un partenariat fort, et la ville ne s'y serait pas lancée sans ses partenaires. Dans ce dispositif, il nous a paru intéressant de travailler avec l'Afev. Deux axes nous semblent importants : réduire les inégalités d'accès à la culture, et la réponse individualisée. L'intérêt de favoriser la rencontre d'un enfant, en échec ou en devenir, avec un jeune adulte, peut déclencher des choses : l'Afev, par le biais de ses étudiants, provoque cette rencontre avec un adulte d'un autre milieu. Ce n'est pas qu'un simple prestataire d'accompagnement à la scolarité, c'est un engagement citoyen, qui va bien au-delà.

ALLER PLUS LOIN

PUBLICATIONS

- *Vers l'éducation partagée*, Bernard Bier, INJEP, 2006.
- *Histoire des institutions scolaires*, Claude Le Lièvre, Nathan, 1991.
- «Guide de l'éducation : école, commune, territoires», Francis Oudot, *Diversité Ville-école-intégration*, hors-série n°9, nov. 2004.
- *L'éducation non formelle*, Denis Poizat, L'Harmattan, 2003.

SITES WEB

- www.education.gouv.fr
- Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (ANDEV) www.andev.com.fr
- Association internationale des villes éducatrices www.edcities.org



Mettre la banlieue en campagne

Nathalie Broux est prof au lycée Jacques-Feyder à Épinay-sur-Seine (93). Elle poursuit, avec ce troisième article, une série de chroniques sur son métier.

Moi, j'aime bien les rentrées... On se prend à tout imaginer.

Rentrée scolaire, évidemment, mais aussi rentrée sociale et politique... Ces deux réalités vont-elles coïncider? C'est ce que je me demandais en les voyant arriver début septembre, les élèves.

Et si les «jeunes» en général, et les jeunes de banlieue en particulier, étaient un enjeu de la campagne électorale? Mieux encore, s'ils en étaient de réels acteurs?

Dans un contexte que l'on dit dépolitisé et individualiste, deux possibilités s'offrent à nous, enseignants.

Soit ignorer, ou presque, l'approche des élections, et respecter en cela notre devoir de réserve, nous

dissimuler derrière la distinction entre instruction et éducation : les futurs citoyens que nous formons doivent connaître le système politique dans lequel ils évoluent, certes, mais garder la liberté de devenir ou non des acteurs de la société civile. Admettons. Autre choix, se saisir de cette échéance électorale majeure, en exploiter le calendrier...

Évidemment, pour la plupart, nous avons choisi la seconde solution. Non sans inquiétudes cependant... Bien sûr, il nous apparaît essentiel d'amener les élèves à comprendre les institutions, différencier les partis politiques, connaître le rôle de la fonction présidentielle, décrypter les débats gauche-droite, approfondir les grandes questions

de société, prendre une certaine distance avec les sondages, lire la presse, etc. Tout cela pour les éloigner d'une lecture simpliste de la campagne, des crispations sur des personnalités politiques, pour les sensibiliser à la notion de devoir citoyen. Et, espérons-le, les conduire à exercer leur droit de vote, car beaucoup sont en âge de le faire.

Mais c'est alors qu'un risque apparaît : et si nous les amenions par là, malgré nous, à s'apercevoir qu'ils ne sont, pour l'instant, qu'un prétexte à débats caricaturaux et populistes, qu'au mieux ils inspirent la langue de bois électoraliste, qu'une méconnaissance profonde de leurs situations conduit les candidats à instrumentaliser leurs pré-

tendues préoccupations, qu'entre «racaille» et «cohésion sociale», «fermeté» et «discipline», les mots sonnent faux dans la bouche des prétendant(e)s.

Les enjeux politiques, la jeunesse les connaît bien : en 2005-2006, le lycée a commencé l'année en grève pour soutenir un sans-papiers placé en centre de rétention à Roissy; puis passé novembre au son des «émeutes», avant de rester paralysé un mois, au printemps, pour cause de CPE... Les «jeunes» ne connaissent que trop bien les grandes questions qui animeront la campagne : l'emploi, la mobilité sociale, l'urbanisme, les transports, l'éducation inadaptée, l'identité nationale à redéfinir, la protection

sociale, l'environnement, la maîtrise de l'énergie, le statut des femmes...

Quelle place leur fera-t-on dans le débat? Espérons qu'ils n'en seront pas tenus à l'écart. Espérons que les encourager à s'impliquer ne les conduira pas à trop de désillusions... Rassurez-vous, on prendra quand même le risque!

Ce que j'aime dans les rentrées, c'est qu'on peut tout imaginer...?

[En raison d'une erreur, la précédente chronique de Nathalie Broux, intitulée «Lutte contre le CPE et éducation à la citoyenneté», n'a pas été publiée en intégralité. Toutes nos excuses à son auteure et à nos lecteurs. Vous retrouverez l'article au complet sur le site www.afev.org en rubrique «Le journal Volontaires!».]



À LIRE

Pas de sécurité sans éducation!

Le tableau était sombre : cadres éducatifs démoralisés, parents angoissés, enseignants impuissants à capter l'attention et motiver leurs élèves, à créer de la mobilité sociale...

Les Français ne savaient plus que faire de l'école, tout le monde semblait tétanisé ou, plutôt, toutes les forces de proposition du tissu social ne parvenaient pas à se faire entendre. Alors Philippe Meirieu a eu une bonne idée : sur Internet, à travers l'opération «Les citoyens construisent l'école», il a appelé enseignants, élèves et parents à faire des propositions pour améliorer l'école. Le résultat : un livre paru en août 2006 sous le titre : *École : demandez le programme!*

Dans cet ouvrage sont rassemblées des propositions pour notamment améliorer l'accompagnement des élèves ou impliquer davantage les parents. Au delà, l'enjeu est d'imposer en 2007 l'école comme thème politique central plutôt que de se laisser happer par la question de la sécurité qui focalise tout. Car Philippe Meirieu en est convaincu : la vraie sécurité, nous ne l'aurons que par l'éducation.

École : demandez le programme, Philippe Meirieu, essai, éd. ESF, août 2006.
Plus d'informations sur le site www.meirieu.com



CAMPAGNE

Et si tout le monde votait?

Une campagne pour le droit de vote de tous les résidents étrangers aux élections locales



Le vote dans une société démocratique est la condition nécessaire d'un bon exercice de la citoyenneté. En tant qu'association de promotion de l'engagement solidaire, l'Afev a souhaité donner la parole aux organisateurs de la campagne «Votation citoyenne» :

«La campagne «Votation citoyenne» de décembre 2005 a rencontré un succès encore plus important qu'en 2002 auprès de la population. Les médias s'en sont fait l'écho. Des politiques qui, hier, étaient nettement contre le droit de vote des résidents étrangers se posent des questions.

Pour tout le monde, pour les politiques comme pour la population, le droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers devient une évidence. Des voix se sont élevées en faveur de cette avancée sur tous les bancs de l'arc politique parlementaire.

La période 2007-2009, avec les élections présidentielle, législatives, locales et européennes, est particulièrement favorable pour aller plus loin et pour interpeller toutes les organisations politiques, tous les candidats, tous les élus en place.

Le 3 mai 2000, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une loi qui donne le droit de vote à tous les résidents étrangers pour les élections municipales, loi qui n'a jamais été examinée par le Sénat.

Le 24 janvier 2006, la majorité au Sénat a refusé d'examiner une proposition de loi mais l'argumentation des opposants a bien montré qu'ils savent qu'ils ne pourront longtemps camper sur cette position défensive.

Dans l'Union européenne, 17 pays sur 25 ont une législation plus avancée que la France : l'Espagne s'appête à faire un pas en avant, la question est débattue en Italie. En Belgique, les résidents étrangers extracommunautaires vont participer le 8 octobre, pour la première fois, aux élections municipales.

La France sera-t-elle le dernier pays de l'Union à donner le droit de vote et d'éligibilité à tous les résidents quelle que soit leur nationalité?

Tous les habitants de ce pays sont appelés à participer à «Votation citoyenne» du 16 au 22 octobre 2006. Des échéances électorales décisives approchent. La mobilisation de tous est plus que jamais nécessaire pour obtenir l'adoption d'une loi attribuant le droit de vote à tous les résidents pour les élections locales.

Votons pour qu'ils votent du 16 au 22 octobre 2006!

Pour le droit de vote et d'éligibilité de tous les résidents aux élections locales.»

Plus d'informations sur www.ldh-france.org

Sénégal, c'est d'la balle

Un groupe d'étudiants de l'Afev et des Éclaireurs de France a mené un projet sanitaire à Saint-Louis du Sénégal. L'occasion de découvrir une autre culture et d'autres formes de solidarité.



Des maisons couleur or et le soleil d'Afrique, ce n'est pas vraiment le cadre où a l'habitude de s'investir Pierre-Yves, bénévole à l'Afev Lille depuis trois ans. Cet été pourtant, il a mené avec six autres étudiants de l'association, ainsi que deux membres des Éclaireurs de France, un projet de solidarité à Saint-Louis-du-Sénégal, l'une des plus grandes villes du pays.

La santé et l'hygiène, priorités absolues

« Quand les salariés de l'Afev nous ont dit qu'une action à l'international était possible, j'ai été séduit tout de suite. Je n'avais jamais voyagé en Afrique. » Ce sont d'abord les permanents de l'Afev qui tracent les grands axes du projet, naturellement tourné sur Saint-Louis avec qui Lille entretient un jumelage. L'idée s'impose d'une action orientée sur la santé et l'hygiène, priorités absolues pour les interlocuteurs sénégalais (mairie, ONG) qui ont été partie prenante du projet dès le début. Ensuite, les bénévoles ont

pris la main pour trouver les financeurs, rédiger les dossiers, organiser le séjour... « Un travail qui a été formateur, juge Pierre-Yves, même s'il nous a coûté pas mal de soirées... » Sur place, le groupe aura passé trois semaines en alternant travail en chantier et découverte du Sénégal.

Le projet consistait à développer le réseau d'hygiène public en construisant des latrines, avec en parallèle une action de sensibilisation sur les gestes de prévention contre les maladies liées au manque d'hygiène. « L'intérêt, c'était surtout d'être en contact avec les Sénégalais, qu'il s'agisse des familles chez qui nous intervenions, ou des Éclaireurs du Sénégal qui nous aidaient sur les chantiers. À chaque fois l'accueil a été très chaleureux. Et puis on découvrait au passage des aspects de la culture du pays qu'on ne connaissait pas : manger tous ensemble dans le même plat, ou encore la cérémonie du thé qui se prend ici en trois fois, avec un rituel précis. On a aussi appris deux trois mots de wolof... », raconte Pierre-Yves.

Au final, l'expérience a été jugée par tous très positive. D'autant qu'au-delà de l'action en elle-même, une des ambitions initiales du projet était de confronter les pratiques des bénévoles de l'Afev avec celles des « Eclés ». « Nos deux associations partagent les mêmes valeurs d'éducation populaire et de solidarité, mais nos actions sur le terrain ne sont pas du tout

les mêmes, précise Lucie, la salariée de l'Afev Lille qui a encadré le projet. Je pense que c'était intéressant pour les Éclaireurs d'intervenir dans des zones plus défavorisées et de réfléchir aux thématiques de développement local, comme ça a été intéressant pour les gens de l'Afev d'avoir une action collective et non plus seulement individuelle. » Pierre-Yves confirme qu'il a été frappé par « l'habitude des Éclaireurs à travailler en groupe, et de façon efficace ».

Valeurs partagées

L'échange au plan local entre les deux associations pourrait ne pas en rester là puisqu'elles envisagent d'organiser un séjour chez les Eclés pour les enfants suivis par l'Afev. Dans l'immédiat, le prolongement de ce voyage au Sénégal résidera dans la création d'outils pédagogiques sur le thème de l'Afrique : des livres, photos, récits, que les étudiants de l'Afev pourront utiliser lors de leurs séances avec les jeunes.

Paul Falzon-Monferran


SUR LE PETIT ÉCRAN

Les nouveaux hussards noirs

Qui sont ces jeunes enseignants issus des immigrations, très attachés au « modèle républicain », recrutés depuis une dizaine d'années par l'école de la République ? Quelles sont aujourd'hui les valeurs auxquelles ils sont attachés et qu'ils souhaitent transmettre à leurs élèves ?

Riches de leurs expériences personnelles, souvent porteurs d'une double culture, ils participent concrètement à la construction de la société de demain.

Sont-ils les nouveaux « hussards noirs », à l'image des enseignants du début du XX^e siècle ?

Depuis ces dernières années, force est de constater l'émergence d'une génération de profs issus de l'immigration, appartenant le plus souvent à des catégories sociales populaires des quartiers défavorisés. Figures emblématiques de l'intégration et de la citoyenneté, ils sont considérés comme porteurs d'exemplarité

lorsqu'ils sont affectés dans des zones d'éducation prioritaires – c'est souvent le cas pour de jeunes enseignants lors de leur première affectation.

Dans le sud de la France, rencontre avec quatre d'entre eux dans leurs établissements scolaires, dans leurs classes et dans les activités qu'ils organisent avec leurs élèves, dans leurs rapports avec les autres enseignants et les parents.

Quatre portraits croisés appréhendant leur questionnement par rapport à leur métier, à leur rôle, voire leur engagement dans l'école.

Les nouveaux hussards noirs de la République, un documentaire de Margueritte Cros et Marion Rabier réalisé par Margueritte Cros et Benoît Califano. Diffusion prévue sur France 5, le 2 novembre 2006 à 14h40.



“Injustices

L'expérience des inégalités au travail”

Un livre de François Dubet publié aux éditions du Seuil en mars 2006. 491 pages, 23 euros.

« Les seules inégalités qui comptent sont les inégalités que les individus considèrent comme injustes. » Dès les premières pages de leur livre, le ton est donné par François Dubet et son équipe de chercheurs. Ils revisitent la notion de justice à travers une matrice intellectuelle qui combine trois principes en apparence contradictoires : l'égalité, le mérite et l'autonomie. Le monde du travail est le théâtre de leurs investigations sociologiques, qui cheminent à partir de plusieurs entretiens, de groupes ou individuels, menés auprès de différentes catégories de salariés tels que des agriculteurs, des aides-soignantes, des hôtes de caisse, des cadres, des ouvriers du bâtiment...

L'intérêt de cette démarche repose sur une volonté de s'inspirer des représentations de communautés de salariés spécifiques et des individus qui les composent. Ces derniers remettent en cause bon nombre d'idées établies concernant la perception que nous pouvons avoir des inégalités au travail.

Ainsi, pour l'auteur, nous serions entrés dans l'ère d'« une société de castes plutôt que de classe », et tout se passerait « comme si des frontières séparaient radicalement les groupes sociaux ».

Cela a pour incidence d'éloigner les individus d'une vision globale de notre organisation sociale. Ils se forgeraient de plus en plus leurs convictions sur les inégalités à partir de situations personnelles, et considèrent que les injustices de leur monde sont plus importantes que les injustices du monde.

Cette analyse impose aux structures collectives politiques ou de la société civile organisée de prendre en compte ces évolutions du corps social. L'individualisation des comportements se double d'une individualisation des perceptions. Comme le champ éducatif, le monde du travail n'échappe pas à ces mutations intellectuelles. Elles nous invitent, à l'instar de l'esprit qui anime le travail de François Dubet, à beaucoup d'humilité.



Des nouvelles du Réseau Éducation sans frontières

En avril, RESF avait recueilli 26 000 signatures pour sa pétition. Les signataires de la pétition sont aujourd'hui presque 123 000. Malgré la veille assurée pendant l'été par le Réseau, les chaises vides d'Abdallah, d'Aminata D., d'Aminata S., de Jeff, sont déjà de trop.

Concernant l'appel d'air provoqué par la circulaire du 13 juin, les représentants dénoncent le système des quotas posé par avance (6 924 régularisations au final, soit 30% des demandes). RESF se réjouit pour celles et ceux qui, régularisés, vont enfin pouvoir vivre tranquillement, dignement, et continue le combat pour les autres.

Retrouvez les commentaires de Pierre Cordelier sur le site de l'Afev, et plus d'informations sur le site de RESF : www.educationsansfrontieres.org

Cédric Tuil : regard sur Madagascar

Cédric Tuil, actuellement chargé de développement local à l'Afev, a travaillé pendant six mois au sein d'une ONG malgache. Dès son retour en France, en janvier 2005, sa passion pour l'écriture l'incite à partager son vécu et son expérience dans ce premier ouvrage. Il nous livre son témoignage au travers de ses rencontres avec les enfants des rues, les salariés de l'ONG malgache Hardi ou encore ses amis de la compagnie théâtrale de l'Alliance française d'Antananarivo.

Regard d'un Vazaha sur l'île rouge, collection Rue des écoles, Ed. L'Harmattan, 14,50 euros, 160 pages, ISBN 2-296-00758-9

Trop c'est trop

La campagne pour le respect du numerus clausus en prison présente « Numerus circus! », une soirée exceptionnelle mêlant arts de la piste, fête et prises de parole avec Lo'Jo, André Minvielle, Louis Sclavis, Loïc Lantoinne, Jean-Marc Lebihan, Jérôme Thomas, Xavier Kim, Mathurin Bolze, Marie-Anne Michel, Les Arts Sauts et compagnie.

**Mardi 17 octobre 2006 à 20 h – Pelouse de Reuilly à Paris
Réservations au 01 46 22 33 71**

Pas de quartier pour les inégalités!

En novembre dernier, nous avons tous été marqués par la violence qui s'est emparée de certains quartiers en France. Le désarroi pourtant déjà connu de la jeunesse des cités s'est retrouvé sur le devant de la scène, largement relayé par les médias français et étrangers. La jeunesse des quartiers va mal et c'est évident!

Cette révolte, qui aura peut-être eu l'effet d'une prise de conscience pour certains, nous met face à l'urgence d'agir pour que s'interrompe la mise à l'écart d'une partie de la population.

Après le choc des événements, l'heure est à la recherche de projets et de solutions pour lutter contre les inégalités qui sont la source de l'exclusion et de grandes souffrances.

L'Afev n'a de cesse depuis quinze ans de démontrer que l'engagement solidaire d'étudiants dans des missions d'accompagne-

ment de jeunes habitants des quartiers produit des effets positifs. L'Afev a depuis élargi son champ d'intervention et est active dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'insertion.

L'association a réagi en janvier dernier en lançant une campagne de recrutement intitulée « Pas de quartier pour les inégalités! ». Augmenter le nombre d'étudiants engagés, c'est améliorer l'aide à des jeunes ou à des enfants en difficulté.

Si l'Afev à elle seule ne saura résoudre les problèmes des quar-

tiers, il n'empêche qu'on peut être convaincu que, pour y arriver, il est absolument nécessaire de créer du lien entre deux jeunesse et de refuser l'exclusion d'une partie des jeunes.

Il est inacceptable que 20 % d'une génération quitte chaque année le système scolaire sans qualification.

C'est pourquoi l'Afev a décidé de produire un effort particulier, au travers de ses activités et événements, pour marteler ce message. Il s'agit de maintenir l'alerte auprès de l'opinion publique, des politi-

ques, des partenaires institutionnels, des partenaires associatifs, afin que les bonnes intentions affichées çà et là après novembre dernier ne tombent pas aux oubliettes. Il faut en finir avec le phénomène de bannissement que subissent les jeunes issus des quartiers et mettre en œuvre de nouveaux projets.

Cette campagne « Pas de quartier pour les inégalités! » a pour objectif d'organiser une contribution aux débats et aux initiatives contre les inégalités et les discriminations, de renforcer le lien entre deux jeunesse qu'on oppose, et d'accroître

les moyens de l'intervention de l'association.

Des initiatives sont à engager ou à promouvoir pour venir soutenir ce mouvement et entretenir la préoccupation des quartiers comme une priorité. Dans chaque ville, vous pouvez être à l'origine d'un projet ou soutenir cette campagne. Nous organiserons une journée de lancement en novembre prochain.

Pour tout renseignement, contacter Julien Poncet: [julien.poncet\(at\)afev.org](mailto:julien.poncet(at)afev.org)

L'Afev aux Eurockéennes

Dans le cadre de la campagne « Trop c'est Trop », pour le respect du *numerus clausus* en détention, l'Afev était invitée à participer à une action pendant le festival des Eurockéennes de Belfort.



Reconstitution d'une cellule de prison pour le festival des Eurockéennes.

L'équipe du festival des Eurockéennes et son directeur Jean-Paul Roland avaient décidé de s'engager dans la campagne « Trop c'est trop » contre la surpopulation carcérale, en laissant aux organisateurs, les Ouvriers Qualifiés, l'opportunité de développer leur message dans tous les interstices de cette

grosse machine (90 000 spectateurs, 5 scènes, des centaines d'hectares, 20 000 personnes au camping, 90 concerts, etc.). Pour ce faire, les Ouvriers Qualifiés avaient proposé à l'Afev de s'associer à l'ADSEA du Rhône, service de prévention de la délinquance qui intervient dans les quartiers de la périphérie lyonnaise auprès des jeunes en difficulté. Ces deux associations ont finalement mené un projet qui a réuni une douzaine de militants de la campagne « Trop c'est Trop », moitié d'étudiants et moitié de jeunes, partis à l'assaut du public belfortain. Mais la chose n'est pas si simple : comment se faire entendre au milieu de cette déferlante de bière, de fêtes et de sons éternels? Comment parler au public, comment toucher les artistes, comment se faire voir des journalistes, comment interpeller les politiques ?

Pendant quelques mois, le groupe s'est réuni chaque semaine pour essayer d'imaginer quoi faire. Petit à petit, non sans une alternance de langueurs et d'impulsions parfois brutales sous la férule expérimentée d'un scénographe ou de membres de la campagne, un projet a vu le jour.

Un stand de cent mètres carrés avec information, reconstitution d'une cellule et studio photo était habité par les jeunes durant tout le festival. Luz, dessinateur à *Charlie Hebdo*, les avait épaulés en réalisant une collection de stickers qui ont inondé le site et en squattant leur espace, se mettant au service de l'action en réalisant des dessins en direct. Et puis de nombreux artistes ont signé l'appel de la campagne (Dionysos, Philippe Katerine...), lui donnant un peu plus de relief. Une rencontre avec les associations s'occupant de la défense du droit des personnes sur la région Franche-Comté s'est déroulée le dimanche matin en partenariat avec le conseil général du Territoire de Belfort.

Bref, trois jours épuisants mais avec des objectifs atteints. La présence de « Trop c'est Trop » sur le festival était devenue incontournable.

CALI CHANTE CONTRE L'ILLETTRISME

Après Mickey 3D en 2004 et Sanseverino en 2005, le parrain de l'opération de la Fnac « On aime, on aide » pour l'année 2006 est le chanteur Cali. Un CD enregistré en septembre à Perpignan, en présence d'étudiants bénévoles et de jeunes suivis par l'Afev, sera vendu au profit des activités de lutte contre l'illettrisme menées par l'association. Le CD sera disponible en novembre dans les rayons de la Fnac.

16^e campagne de mobilisation de l'Afev

Nous lançons cette rentrée notre 16^e campagne de mobilisation étudiante dans les quartiers défavorisés avec une grande envie : celle de doubler le nombre d'étudiants investis à nos côtés. En 2005-2006, 5 000 bénévoles ont participé aux actions de l'Afev. Cette année, nous souhaitons mobiliser 10 000 étudiants dans les quartiers en difficulté pour aider encore plus d'enfants et de jeunes en difficulté et lutter concrètement contre les inégalités. Nous avons donc besoin de la mobilisation de tout le réseau de l'Afev! Si tu étais bénévole l'an dernier, tu peux nous aider en témoignant de ton expérience, en diffusant des tracts et des affiches dans ta fac ou ton école, en invitant tes amis à rejoindre l'Afev... Pour cela, il te suffit de contacter le responsable Afev de ta ville. Si tu souhaites nous rejoindre, nous t'invitons à nous renvoyer le coupon-réponse ci-contre. Un coordinateur de l'Afev te contactera pour te proposer une réunion d'information.



Coupon-réponse

Je souhaite rejoindre l'Afev.

Nom, prénom :

Adresse :

Code postal, ville :

Université ou école :

Filière, niveau :

Téléphone :

Mail :

Courrier à retourner à : Afev - 26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris

Volontaires! n° 9

publié par l'Afev

26 bis, rue de Château-Landon - 75010 Paris
Tél. : 01 40 36 01 01 - Mail : [pole.national\(at\)afev.org](mailto:pole.national(at)afev.org)

Directrice de la publication : Anne Korobelnik

Coordination, rédaction, réalisation :

Charlotte Alix, Mathias Bocabeille, Nathalie Broux, Matthieu Crocq, Nicolas Delesque, Paul Falzon-Monferran, Eunice Mangado, Anne-Sophie Morel, Christophe Paris, Julien Poncet, Elise Renaudin, Jérôme Sturla et Tanguy Tollet.

Conception graphique : Claire Le Roy

Impression : Graph 2000 - BP 61203 - Argentan cedex
ISSN 1765-4408

Dépôt légal à parution